******

**Modèle de délibération relative à l’adhésion au service Chômage du Centre de Gestion de la Charente-Maritime**

**Le Maire/Président expose :**

Que le Centre de Gestion de la Fonction Publique Territoriale de la Charente-Maritime, dans le cadre des missions de conseil qui lui sont dévolues par la loi, effectue le calcul des allocations chômage et des indemnités de licenciement pour le personnel des communes et des établissements de Charente-Maritime qui adhérent à ce service,

Considérant la nécessité de demander au Centre de Gestion de traiter ce type de dossiers,

S’agissant d’une mission facultative du Centre de Gestion, il convient de passer une convention entre la commune ou l’établissement de ……………………………………….. et cet établissement,

Précisant que pour l’année 2024, les tarifs des prestations pouvant être demandées au service Chômage sont fixés comme suit :

* étude et simulation du droit initial à indemnisation chômage (dont étude de rechargement) .................................................................................................................................. **100,00 €**
* étude du droit en cas de reprise, réadmission, ou mise à jour du dossier après simulation ................................................................................................................................... **31,00 €**
* étude des cumuls de l’allocation chômage et activité réduite .................................. **18,00 €**
* étude de réactualisation des données selon les délibérations de l’UNEDIC ........... **12,00 €**
* suivi mensuel (tarification mensuelle) ..................................................................... **10,00 €**
* conseil juridique (30 minutes) ................................................................................. **10,00 €**
* calcul de l'indemnité de licenciement ou des montants minimum et maximum de l’indemnité de rupture conventionnelle pour les agents publics ................................................ **40,00 €**

**Après avoir pris connaissance du contenu de la convention, et en avoir délibéré, le Conseil Municipal / le Conseil d’Administration / le Comité Syndical / le Conseil communautaire :**

**DÉCIDE, à l’unanimité,**

* d'adhérer au service Chômage du Centre de Gestion de la Charente-Maritime,
* d’autoriser M…………………………, Maire/Président, à signer la convention annexée à la présente délibération.